

fr



Union européenne
Politique régionale

inforegio

panorama

7

Juin 2002

Interview

Xavier Gizard

Secrétaire général de la
Conférence des régions
périphériques
et maritimes (CRPM)

Coopération

Espace Atlantique

En clair

Angleterre:
les agences
de développement
régional

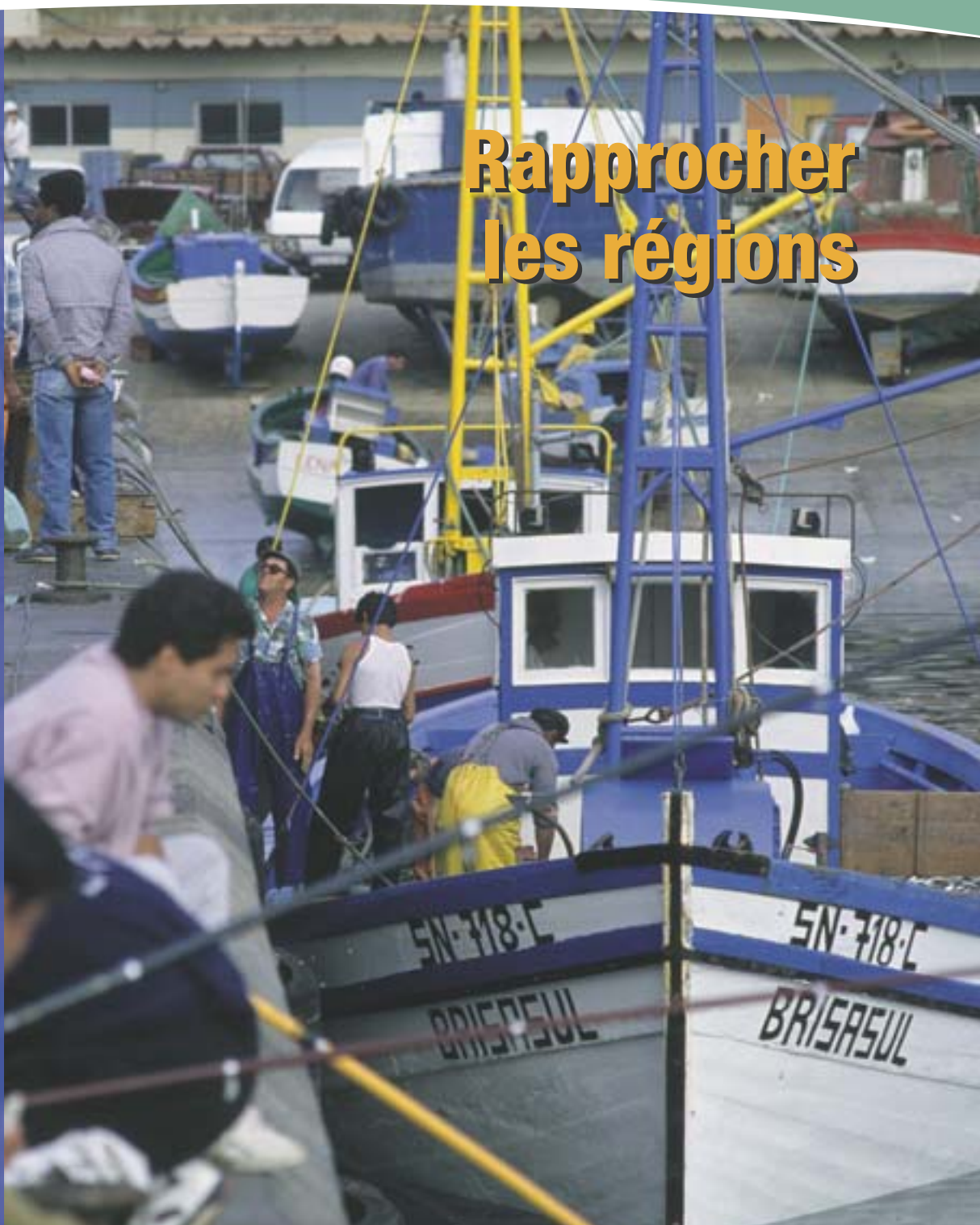
Découverte d'un pays

Le Danemark

Découverte d'une région

Flevoland

**Rapprocher
les régions**





La CRPM est un partenaire de longue date de la politique régionale communautaire. Quels ont été les fondements de sa création en 1973?

Les vingt-trois membres fondateurs, provenant de la «petite Europe» de l'époque, ont eu deux intuitions remarquables. D'abord, la conviction qu'avec le développement de la construction européenne l'échelon régional serait progressivement appelé à y jouer un rôle. En second lieu, la conviction que nos concitoyens ne se sentiraient pas partenaires d'une communauté européenne de destin si une politique de cohésion territoriale ne leur donnait pas le sentiment de chances équilibrées de développement pour tous les territoires.

Pourquoi associer «périphérique» et «maritime»? Qu'y a-t-il de commun entre, disons, l'ouest de la France et la frontière orientale de la Hongrie?

Parce que l'Europe est ainsi faite, structurellement. Le rapport sur la cohésion en montre la permanence jusqu'à ce jour. L'accolade des deux termes a été forgée aux temps de l'Europe des Neuf. Elle n'a pas été ébranlée par le passage à quinze. Dans cette Europe-là, de la Finlande à la Grèce, on a un double phénomène: la répartition du peuplement y est stable depuis le XVI^e siècle entre, d'une part, une partie centrale (tantôt baptisée «banane bleue», tantôt «Europe des capitales») et, d'autre part, les régions littorales: chacun de ces ensembles réunit environ 40 % de la population de l'Union. La forte concentration des centres de décision politiques, économiques, financiers, scientifiques, dans la partie centrale, met l'«autre ensemble» en périphérie, en état de moindres chances de développement. Avec le nouvel élargissement s'ouvre un nouveau front de périphéries, non maritimes pour certaines, à l'Est. Encore ce caractère continental n'est-il que partiel pour certains pays tels que la Pologne, la Roumanie ou la Bulgarie. Il ne sera pas plus continental

demain pour les États balkaniques ou la Turquie.

Quels sont les problèmes spécifiques récurrents de ces régions?

Les analyses de la Commission européenne comme nos propres travaux les mettent très bien en exergue. Ils sont de deux ordres: ce sont des problèmes de compétitivité de leurs économies, liés à des insuffisances dans les domaines de l'accessibilité, du tandem éducation-formation, de la capacité d'innovation et de recherche, de fonctions urbaines supérieures; ce sont aussi, comme l'a indiqué le schéma de développement de l'espace communautaire, adopté en 1999 par les quinze États membres, des problèmes dus à l'insuffisante promotion de nouveaux foyers de prospérité et de compétitivité ailleurs que dans la partie centrale de l'Union, sur ses façades maritimes, en Baltique, en mer du Nord, en Atlantique, en Méditerranée et en mer Noire. Les espaces à contraintes physiques particulières tels que les îles, les ultrapériphéries, les zones de montagne ou les espaces de très faible densité de population doivent être traités à part.

Sommaire

Éditeur responsable: Thierry Daman, CE, DG Politique régionale

Ce magazine est disponible dans les onze langues de l'Union européenne sur le site internet (http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm) et imprimé dans cinq langues (ES, DE, EN, FR, IT) sur du papier recyclé. Les textes de cette publication n'ont pas de valeur légale.

Journalisme: Jean-Luc Janot/AEIDL

Credits photos: CRPM (p. 2), Mike St Maur Shield (p. 5), Peter Schuter (p. 9), Lisa Clement (p. 7), Province Flevoland (p. 11), South West RDA (p. 12, 13)

Couverture: Mike St Maur Shield



Face à ces problèmes, la politique régionale européenne a-t-elle évolué dans un sens favorable à vos préoccupations?

Oui. D'abord, cette politique a été créée, deux ans après la naissance de la CRPM, à travers l'instauration du FEDER. Puis, cet instrument a connu un développement considérable à l'occasion de l'entrée de la péninsule Ibérique dans l'Union. Depuis lors, nous allons connaître, en 2006, une vingtaine d'années d'un effort soutenu et dont nous voyons les fruits, même si beaucoup reste à faire. La convergence réelle des économies marche mieux entre les États que lorsque l'on mène l'observation à l'échelon régional. De ce point de vue, il est regrettable que l'effort en faveur des régions de l'Union des Quinze ait été ralenti lors du compromis de Berlin de 1999. Il faut aussi souligner que, bien souvent, les politiques sectorielles de l'Union (transports, recherche, agriculture, droit de la concurrence et des aides d'État) n'ont guère concouru à l'objectif de cohésion.

À travers la diversité des régions que vous représentez, vous êtes au cœur du débat sur le futur de la cohésion. Comment, au sein de la Conférence, réussissez-vous à concilier les attentes exprimées par les régions défavorisées de l'Union et celles des pays de l'élargissement en termes de répartition des aides, par exemple?

Je l'ai dit, nous le faisons sur la base d'un constat d'inégalité structurelle des chances de développement entre la partie centrale de l'Europe et l'ensemble de ses périphéries que celles-ci soient plus riches ou plus pauvres. De la part de nos régions de l'actuelle Union, dès l'amorce de nos réflexions sur l'avenir de la cohésion, il n'y a eu aucune contestation sur le fait que les régions des futurs États

membres devraient bénéficier, au même titre, de la solidarité développée à travers la politique régionale depuis quinze ans. Elles ont toutes en commun de vouloir un rééquilibrage en profondeur des facteurs de la compétitivité au service d'un développement plus polycentrique du territoire européen. Avec les élargissements, notre sentiment est que la future politique devra être plus ambitieuse et dotée de davantage de moyens.

Comment la CRPM envisage-t-elle l'avenir de la politique régionale à l'horizon 2007?

Comme la manifestation, de la part des États membres, d'une volonté d'approfondissement de la cohésion interne de l'Union. À notre sens, cela passe par cinq orientations:

- la poursuite, sur les mêmes bases, d'une politique en faveur des régions en retard de développement;
- un objectif n° 2, profondément reformulé, s'adressant à toutes les autres régions — avec une dégressivité du concours européen selon le niveau de problèmes de chacune d'entre elles —, pour remédier à telle ou telle difficulté de compétitivité. Cela serait accompagné de la disparition des zonages infrarégionaux;
- l'amplification des coopérations interrégionales pour contribuer à l'affirmation des grands bassins maritimes de l'Europe comme foyers d'un continent polycentrique;
- une enveloppe financière qui aille bien au-delà de l'actuel 0,45 % du produit brut de l'Union;
- des politiques sectorielles qui concourent effectivement à l'objectif de cohésion territoriale au lieu de le contrarier.

Un réseau de coopération pionnier

Forte aujourd'hui de 145 régions de 25 États — membres ou non membres de l'Union européenne —, la CRPM œuvre depuis près de trente ans à développer la coopération interrégionale en Europe et au-delà.

Dotée d'un statut d'association et de ressources provenant des cotisations de ses membres, la CRPM a une activité à la fois politique et opérationnelle:

- elle sensibilise les institutions européennes à une meilleure prise en compte des spécificités des territoires dans l'élaboration des politiques et de la législation européennes;
- elle analyse les grandes questions d'actualité de l'Union européenne;
- elle contribue à l'émergence de partenariats, au montage de projets et à la mise en réseau des territoires.

Les régions membres de la CRPM sont réparties en sept commissions géographiques (arc Atlantique, Balkans, îles, Méditerranée, mer Baltique, mer du Nord, mer Noire) qui participent aux programmes de coopération interrégionaux transnationaux européens et réalisent des actions et des projets dans des domaines variés: recherche et transferts de technologies; transports et infrastructures de communication; tourisme; environnement; pêche et aquaculture; développement des entreprises; culture et identité, etc.

Contact

CRPM

6, rue Saint-Martin, F-35700 Rennes
Tél. (33) 299 35 40 50

Fax (33) 299 35 09 19
E-mail: secretariat@crpm.org
Internet: <http://www.crpm.org/>

8



Danemark — Questions à M. Bendt Bendtsen, ministre danois de l'économie et de l'industrie

10



Flevoland: accompagner la plus jeune région d'Europe

12



Angleterre: les agences de développement régional

14



Netwin: une méthodologie pour les réseaux locaux d'entreprises

Coopération

Interreg Espace Atlantique

Vent d'ouest sur la «banane bleue»

La Commission européenne a récemment approuvé un important programme Interreg III B destiné à favoriser la cohésion et le développement de la façade atlantique de l'Union européenne.

De l'Écosse à l'Andalousie, l'aire de coopération Espace Atlantique représente un territoire de 856 420 km² et une population de 71,1 millions d'habitants. À caractère périphérique, cette vaste zone présente encore un niveau de développement et d'intégration économique relativement fragile par rapport à la «banane bleue», le centre économique de l'Europe, qui s'étire de Milan à Londres.

Malgré l'hétérogénéité de ce territoire, différents traits communs (géographiques, historiques, culturels) confèrent à l'Espace Atlantique une certaine unité et un grand nombre d'atouts que cette coopération va chercher à valoriser. On peut citer:

- un esprit d'entreprise et des milieux innovants dans la plupart des régions concernées;
- la persistance d'une culture organisée autour d'activités maritimes (environ 190 ports commerciaux) permettant d'assurer les flux de marchandises dans les territoires périphériques et la connexion avec les grandes capitales européennes;
- une grande diversité environnementale, sous forme de zones humides, montagneuses et forestières;

- un éventail extrêmement diversifié de ressources touristiques et de loisirs;
- une identité culturelle «océane», à dominante celtique, représentant un riche patrimoine à valoriser.

Cohérence et cohésion

Le programme Interreg III B Espace Atlantique disposera jusqu'en 2006 d'un budget total de 204 millions d'euros, dont 119 millions financés par l'Union européenne. Ses principaux objectifs sont de favoriser la cohérence et la cohésion, d'améliorer la compétitivité économique et l'efficacité de l'Espace Atlantique afin de dépasser les handicaps de sa localisation excentrée, de rechercher des schémas de développement durable à travers une stratégie et un développement territorial intégrés, et d'harmoniser les objectifs sociaux, économiques et environnementaux, en assurant la préservation et la valorisation des atouts culturels, historiques et environnementaux.

Quatre priorités ont ainsi été identifiées par les États membres et régions participant au programme:

- Structuration territoriale et développement de pôles de compétence. Les projets financés pourront concerner la création de réseaux urbains, des actions de développement rural, des études territoriales ainsi que toute action de partenariat permettant de renforcer la compétitivité de l'Espace Atlantique en matière d'innovation technologique et de recherche.
- Optimisation des réseaux et systèmes de transport, et amélioration de l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Les projets pourront porter sur des actions pilotes favorisant l'intermodalité des transports (mer-fer-air) et l'accroissement de la sécurité maritime. On encouragera les actions de sensibilisation et de promotion des TIC auprès du grand public et des entreprises.
- Protection de l'environnement et des ressources naturelles, gestion intégrée des zones côtières et des estuaires, protection des zones humides, gestion durable des activités économiques. Les projets pourront inclure des partenariats transnationaux de préservation des milieux et d'exploitation raisonnée des ressources spécifiques de l'espace, de prévention des pollutions ainsi que des actions pilotes et des échanges d'expériences en matière de développement économique durable.



- Mise en valeur des cultures et du patrimoine atlantiques, appui à la création et à la promotion de produits touristiques communs, promotion économique de l'Espace Atlantique au sein et hors de l'Union européenne.

L'autorité de gestion du programme Espace Atlantique est la Région Poitou-Charentes (France), assistée par un secrétariat technique commun, localisé à Poitiers. Un comité de suivi, un comité de gestion et une autorité de paiement communs sont également mis en place pour assurer la gestion et la mise en œuvre transnationale du programme.

Contact

Espace Atlantique

Secrétariat commun

c/o Conseil régional de Poitou-Charentes

15, rue de l'Ancienne-Comédie

BP 575

F-86021 Poitiers Cedex

Tél. (33) 549 55 76 60/82 54

Fax (33) 549 55 82 55

E-mail: i2cea@cr-poitou-charentes.fr

Internet: www.interreg-atlantique.org

Les États et régions partenaires de l'Espace Atlantique

Portugal; Irlande; Galice, Asturies, Cantabrie, Navarre, Pays basque, La Rioja, Castille-León, Canaries, Huelva, Cadix, Séville (Espagne); Aquitaine, Poitou-Charentes, Pays de la Loire, Bretagne, Basse-Normandie, Haute-Normandie, Limousin, Centre, Midi-Pyrénées (France); Cumbria, Lancashire, Greater Manchester, Cheshire, Merseyside, Worcestershire & Warwickshire, Avon, Gloucestershire & Wiltshire, Dorset & Somerset, Cornwall & Devon, Staffordshire, Herefordshire, Shropshire, West Midlands, pays de Galles, Irlande du Nord, Highlands & Islands, Écosse du Sud-Ouest (Royaume-Uni).



Les priorités de l'Union pour les régions: définir la valeur ajoutée communautaire

Un premier séminaire élargit le débat sur l'avenir de la politique de cohésion.

Lors du deuxième Forum européen sur la cohésion en 2001, le commissaire Michel Barnier avait indiqué que la Commission organiserait un ou plusieurs séminaires consacrés au suivi des priorités thématiques de la future politique de cohésion.

Un premier séminaire a eu lieu à Bruxelles, les 27 et 28 mai 2002. Il s'est penché sur les priorités géographiques de la cohésion, notamment les régions les moins développées, les questions urbaines, la diversification des zones rurales, la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale, les régions en reconversion industrielle, ainsi que les régions souffrant de graves handicaps géographiques ou naturels.

Pour chaque thème prioritaire a été défini un champ d'intervention communautaire à même de déterminer avec précision les futures attributions des Fonds structurels. L'un des principaux enjeux de la future réforme de la politique de cohésion concerne en effet la nature même des interventions

des Fonds. Il conviendra notamment de privilégier les actions dotées d'une «valeur ajoutée communautaire» optimale, tout en établissant une claire répartition des tâches et des compétences entre les niveaux communautaire, national, régional et local.

Le séminaire a rassemblé des experts des États membres, des pays candidats et des régions, ainsi que des représentants des partenaires sociaux et des institutions européennes.

Lancée par Michel Barnier, la première journée du séminaire a consisté en trois ateliers dédiés, respectivement, aux régions en retard de développement, à la reconversion des régions et à l'intégration européenne régionale. La seconde journée, présidée par Guy Crauser, a donné lieu à un vaste débat commun qui a permis à l'ensemble des participants d'échanger leurs points de vue et de procéder à un examen approfondi des différents choix qui se présenteront pour la mise en œuvre de la politique de cohésion après 2006.

Tyneside (Angleterre, Royaume-Uni) Euros, métro, boulot

Le 19 avril dernier, Neil Kinnock, vice-président de la Commission européenne, a inauguré l'extension du métro de Tyneside jusqu'à la ville de Sunderland: 18,5 km de voies et autres équipements cofinancés par le FEDER à hauteur d'environ 24 millions d'euros.

Le commissaire Kinnock a souligné l'impact économique, social et environnemental du projet: permettant à 47 000 nouveaux foyers d'accéder à un moyen de transport rapide, bon marché et non polluant, l'extension de la ligne devrait contribuer à désengorger la circulation automobile et revitaliser le centre-ville ainsi que les activités commerciales de Sunderland, tout en attirant d'importants nouveaux investissements. Améliorant l'accès à l'emploi et à la formation des groupes défavorisés, l'infrastructure devrait également bénéficier à l'université de Sunderland desservie par deux nouvelles stations. Par ailleurs, le métro relie désormais directement Sunderland à l'axe ferroviaire majeur Londres-Édimbourg et à l'aéroport international de Newcastle.

Cela faisait longtemps que Sunderland attendait cette liaison qui complète le métro de Tyneside, conurbation de plus de 830 000 habitants. Le chantier aura duré deux ans et coûté 160 millions d'euros mobilisés par un partenariat public-privé.

Fruit d'une collaboration étroite entre les pouvoirs publics régionaux, nationaux et européens, l'extension du métro de Tyneside s'inscrit dans un ensemble plus vaste d'opérations de reconversion régionale mises en œuvre dans le cadre de l'objectif n° 2 et d'autres interventions communautaires. Il s'agit de la plus importante intervention financière du FEDER en Angleterre pour un seul et même projet: environ 24 millions d'euros.

Cette contribution européenne est fortement mise en valeur puisqu'une campagne de promotion européenne a été lancée et qu'une rame de métro peinte aux couleurs de l'Union circulera pendant un an sur la nouvelle ligne (photo).

Le commissaire Neil Kinnock lors du lancement du métro de Sunderland décoré aux couleurs européennes.



Présentez vos projets sur le nouveau site web Info regio

Le nouveau site web Info regio (http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm) permet de consulter, par pays et par thème, une base de données réunissant près de 500 exemples de projets de développement économique ou social soutenus au titre des Fonds structurels et du Fonds de cohésion. Un questionnaire en ligne offre également la possibilité de soumettre diverses informations sur de nouveaux projets intéressants, en vue de leur intégration dans la base de données. N'hésitez donc pas à nous faire part de vos projets en vous rendant à l'adresse suivante:
http://europa.eu.int/comm/regional_policy/projects/stories/index_fr.cfm



Découverte d'un pays

Le Danemark: tête de pont

En cofinçant le programme de l'objectif n° 2, l'Union européenne participe activement au développement de dix régions danoises.

Plus que jamais porte d'entrée de la Scandinavie depuis la construction du pont de l'Øresund qui le relie directement à la Suède, le Danemark est un pays plat, complètement ouvert sur la mer du Nord et la Baltique. Avec 7 000 km de côtes et plus de 400 îles, dont une centaine seulement sont habitées, le Danemark est éclaté en une série de petits territoires séparés par les eaux, mais très souvent reliés entre eux par des ponts, des tunnels et des services réguliers de transbordeurs. Aucun lieu n'est situé à plus de 50 km de la mer.

La puissance économique du Danemark est sans commune mesure avec sa situation géographique légèrement excentrée. Dans ce pays longtemps dépourvu de matières premières, une agriculture performante est, avec la pêche, à l'origine de l'essor industriel: développé dès le début du XIX^e siècle, le secteur agroalimentaire représente toujours environ un tiers du chiffre d'affaires de la production industrielle. La métallurgie en assure un autre tiers. En fait, les activités de transformation du Danemark sont extrêmement diversifiées, et des machines-outils aux jouets en passant par l'électronique et la pharmacie, la plupart des branches sont représentées. Dominée par les petites et moyennes entreprises, l'industrie emploie 25 % des actifs. D'abord concentrées autour de la capitale Copenhague, les activités industrielles ont essaimé dans le reste du pays, notamment sur la côte orientale du Jylland. Quant au tertiaire, favorisé par le rôle de tête de pont que joue le Danemark en Scandinavie, il s'est considérablement développé pour employer aujourd'hui près de 70 % de la population active.

La balance commerciale est excédentaire depuis quelques années, l'exploitation de ses gisements en mer du Nord ayant rendu le Danemark pratiquement autosuffisant en pétrole et en gaz.

Une tradition de démocratie locale

Les Constitutions de 1849, de 1866, de 1915 et de 1953 ont forgé peu à peu

l'image du Danemark actuel, celle d'une démocratie tolérante, assurant aux citoyens l'un des plus hauts niveaux de vie et l'un des systèmes de protection sociale les plus complets du monde.

L'État est relativement centralisé mais les administrations locales assurent de nombreuses tâches et peuvent lever des impôts pour un montant représentant environ deux tiers des dépenses publiques danoises. Les 14 départements (amter) gèrent les routes et les liaisons ferry, les hôpitaux, les établissements scolaires du secondaire ainsi que certains aspects des services sociaux et de l'enseignement. Les 275 municipalités (kommuner) sont responsables des écoles primaires, de la sécurité sociale, de la voirie locale, des bibliothèques, etc.

Le dispositif de transfert financier le plus important est le «bloktilskud». Le montant de cette enveloppe versée par l'État aux collectivités locales est déterminé en fonction de critères de redistribution visant à gommer les disparités entre les zones riches et les zones moins favorisées du pays.

Objectif n° 2: continuer à réduire l'écart

En cofinçant le programme de l'objectif n° 2 danois, l'Union européenne participe activement au développement des régions de Bornholm, de Lolland, de Falster, de Møn, de Nordjylland, de Viborg, d'Århus, de Ringkøbing, de Sønderjylland et de Sydfyn. Les financements s'élèvent à 617 millions d'euros, dont 189 millions d'euros proviennent de l'Union européenne.

La population des régions éligibles totalise 537 718 habitants, soit 10,2 % de la population danoise. Le taux de chômage moyen dans les régions relevant de l'objectif n° 2 était de 8,1 % en 1999, contre 5,8 % en moyenne pour l'ensemble du Danemark. Les régions éligibles sont confrontées à des problèmes environnementaux particuliers (milieux vulnérables, petites villes disposant de ressources limitées en



eau douce...). Elles se caractérisent également par un déclin de population de 1,5 % entre 1985 et 1999, alors que la population a augmenté au niveau national. L'emploi dans le secteur primaire est supérieur à la moyenne nationale. L'emploi dans le secteur des services, le revenu par habitant, la croissance d'emploi et les niveaux d'éducation se situent tous en deçà de la moyenne nationale. Malgré les problèmes structurels de ces régions, l'écart avec le reste du pays s'est réduit durant les dix dernières années.

Outre des mesures d'assistance technique, le programme de développement régional danois s'articule autour de trois axes prioritaires:

- le développement des régions;
- le développement des entreprises;
- le développement des compétences.

La responsabilité globale du fonds régional au Danemark a été attribuée au ministère de l'économie et de l'industrie, l'Agence danoise pour l'industrie et le logement (Erhvervs- og Boligstyrelsen) étant l'autorité de gestion.

Contact

*Erhvervs- og Boligstyrelsen
Vejløsvej 29
DK-8600 Silkeborg
Tél. (45) 35 46 60 00
Fax (45) 35 46 64 01
E-mail: efs@ebst.dk
Internet: www.ebst.dk*

Questions à M. Bendt Bendtsen, ministre danois de l'économie et de l'industrie



Comment définiriez-vous la politique en faveur des régions danoises les moins favorisées?

La politique régionale a considérablement évolué au Danemark. Elle consiste aujourd'hui à promouvoir la croissance. Les programmes nationaux et européens ont jeté les bases pour des stratégies concrètes qui créent les conditions favorables à l'épanouissement du potentiel endogène régional. On est en quelque sorte passé d'une approche visant à réduire les disparités à un soutien aux opportunités de croissance dans chacune des régions.

Quelles sont les priorités de la politique régionale danoise?

Le Danemark doit être au premier plan lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des moyens nouveaux, plus efficaces, au service du développement régional. Je crois qu'une utilisation coordonnée des fonds publics, ciblée sur des objectifs, peut assurer que les nombreux atouts productifs dont

dispose le Danemark continuent de se développer, pour le plus grand bien de la croissance régionale et de l'emploi.

Le programme national «En route pour la croissance» vise à lancer des initiatives à long terme dans de nombreux secteurs. Nous y avons inclus un plan stratégique régional ambitieux concernant un développement continu qui profite à l'ensemble du Danemark. Parallèlement, nous avons mis sur pied un groupe de travail interministériel très large qui élaborera une stratégie de développement régional.

Quelle «valeur ajoutée européenne» percevez-vous dans la politique régionale danoise? Et, réciproquement, comment le Danemark contribue-t-il à la politique régionale européenne?

À travers les Fonds structurels, le Danemark reçoit des aides communautaires pour des mesures régionales relativement modestes en apparence, ces aides sont néanmoins perçues par les régions concernées comme suffisamment élevées pour contribuer à leur développement. J'aimerais souligner cependant que cette aide implique des «coûts», car la gestion administrative des programmes mobilise de la part des autorités nationales et régionales des ressources relativement importantes par rapport aux sommes allouées.

De son côté, le Danemark participe activement à la réforme des Fonds structurels. Nous avons ainsi contribué aux négociations qui ont abouti aux dispositions

réglementaires actuelles qui touchent plusieurs questions centrales. Parmi celles-ci, la concentration des fonds dans les régions qui en ont le plus besoin. À cela s'ajoute le niveau des aides destinées aux entreprises qui a été réduit afin de limiter les distorsions de concurrence.

Le Danemark va assurer la présidence de l'Union à partir de juillet 2002. Quelle sera la place de la politique régionale dans le programme de cette présidence?

La présidence danoise se concentrera sur l'élargissement de la Communauté. Dix nouveaux pays vont avoir accès à des instruments structurels qui les aideront à réduire leurs disparités régionales et à libérer leur potentiel, en créant les conditions d'une croissance qui profite à l'ensemble de la Communauté. Les pays candidats bénéficieront également de l'expérience acquise jusqu'ici dans l'utilisation de ces instruments. À cet égard, le Danemark soutiendra la Commission dans ses efforts pour analyser et transférer ce capital d'expérience.

Superficie

43 100 km²

Population (2000)

5 330 000 habitants

Densité: 124 hab./km² (EU-15: 118 hab./km²)

Économie et emploi

PIB/hab. (1999): 30 694 EUR (EU-15: 21 258 EUR)

Indice PIB/hab. PPA (1999): 119 (EU-15: 100)

Taux de chômage (2000): 4,7 % (EU-15: 8,4 %)

Fonds structurels

Objectif n° 2 (zones en difficulté structurelle)

| UE | Autres fonds publics | Total |
|-------------|----------------------|-------------|
| 189 Mio EUR | 428 Mio EUR | 617 Mio EUR |

Découverte d'une région

Flevoland (Pays-Bas) Accompagner la plus jeune région d'Europe

Conquête sur la mer, la plus jeune région d'Europe — dans tous les sens du terme — connaît une croissance démographique exponentielle. Équipements, services et emplois doivent suivre. Avec le soutien transitoire de l'objectif n° 1.

À l'est d'Amsterdam, le Flevoland est un cas exceptionnel en Europe, voire dans le monde: il s'agit d'un territoire littéralement nouveau, puisqu'il consiste en trois polders gagnés au milieu du XX^e siècle sur le Zuiderzee. À la suite du raz de marée de 1916 qui brisa des digues et causa d'importantes inondations, les Néerlandais décidèrent d'assécher et de coloniser une grande partie du Zuiderzee. La loi du 14 juin 1918 confiait à l'État le soin de fermer le Zuiderzee par une digue, d'y assécher cinq polders et d'y installer des agriculteurs.

Le Flevoland est composé de trois des cinq polders ainsi créés: le Noordoostpolder (48 000 ha), asséché de 1936 à 1942, est soudé au continent; le Flevoland-Est (54 000 ha), asséché de 1950 à 1957, et le Flevoland-Sud (43 000 ha), asséché de 1959 à 1967, sont au contraire des îles artificielles, entourées de digues, qui ne communiquent que par des ponts avec le reste du Royaume. L'ensemble constitue depuis 1986 la douzième province des Pays-Bas.

Avec 10 000 habitants de plus par an ...

Le Flevoland est divisé en six communes. Villages et petites villes nouvelles concentrent les services. Les deux agglomérations les plus importantes sont Lelystad (60 000 habitants), la capitale provinciale, et Almere (95 000 habitants), qui connaît la plus forte croissance démographique des Pays-Bas (plus de 80 000 habitants en seize ans).

Le nombre et la qualité des équipements restent encore insuffisants et les créations d'emplois peinent à répondre de façon satisfaisante à la très forte croissance démographique: + 220 % entre 1980 et 1990; 10 000 nouveaux arrivants par an au cours des dernières années. Il s'agit essentiellement d'un afflux de population jeune en provenance d'Amsterdam et, plus généralement, de la Randstad Holland. Comptant actuellement 340 000 habitants, le Flevoland devrait atteindre 400 000 habitants d'ici une dizaine d'années.

... emplois et activités doivent suivre

L'un des grands défis du développement est de faire en sorte que le taux d'emploi suive cet accroissement démographique exponentiel. Malgré la création de 15 000 emplois entre 1994 et 1999 et un taux de chômage assez bas (4 % en 2000), la proportion de chômeurs de longue durée (71 %) est l'une des plus élevées d'Europe.

Si quelque 9 000 petites entreprises ont choisi de s'installer dans le Flevoland, la jeune province connaît des «crises de croissance» et un développement par à-coups qui en font une société encore mal équilibrée.

Le Flevoland avait été désigné comme étant une région relevant de l'objectif n° 1 (région bénéficiant des Fonds structurels pour combler son retard de développement) entre 1994 et 1999. Au cours de cette période, l'injection de 150 millions d'euros dans le cadre

des Fonds structurels a induit des investissements de près de 1 milliard d'euros. Pour la période 2000-2006, l'Union européenne cofinance le programme de l'objectif n° 1 de soutien transitoire dégressif de la province. La participation des Fonds structurels s'élève à 126 millions d'euros sur un budget global de 471 millions d'euros. L'État néerlandais contribue à concurrence de 14 millions d'euros et la province investit elle-même 25 millions d'euros. On s'attend cependant à ce que les autorités, institutions et entreprises locales investissent plus de 306 millions d'euros dans la région. Grâce à cette impulsion, environ 5 500 nouvelles entreprises devraient s'installer dans le Flevoland et créer au moins 9 000 emplois dont beaucoup concerneront les femmes.

Le programme s'est fixé quatre axes prioritaires:

- le développement des zones urbaines;
- le développement des zones rurales;
- le renforcement des structures de production;
- la cohésion sociale et l'emploi.

Contact

Provincie Flevoland
Tél. (31-320) 26 54 83
E-mail: pme@flevoland.nl
Internet: www.flevoland.nl/europa

Superficie

1 426 km²

Population (2000)

340 000 habitants

Densité: 238 hab./km²
(EU-15: 118 hab./km²)

Économie et emploi

PIB/hab. (1999): 16 570 EUR
(EU-15: 21 258 EUR)

Indice PIB/hab. PPA (1999):
81 (EU-15: 100)

Taux de chômage (2000):
4 % (EU-15: 8,4 %)

Fonds structurels (2000-2006)

Objectif n° 1 (soutien transitoire dégressif)

| UE | Autres fonds publics | Fonds privés | Total |
|-------------|----------------------|--------------|-------------|
| 126 Mio EUR | 39 Mio EUR | 306 Mio EUR | 471 Mio EUR |



Une mosaïque de projets

L'intervention des Fonds structurels 2000-2006 dans le Flevoland a d'ores et déjà débouché sur la mise en œuvre de plusieurs projets concrets:

Accès des femmes au marché du travail

Le programme de l'objectif n° 1 soutient des actions de formation et d'accompagnement de femmes chômeuses de longue durée.

Transports collectifs à la demande

Le programme de l'objectif n° 1 a permis de lancer une nouvelle forme de transport public non pas basée sur

un horaire mais sur un système d'appel. Ce dispositif à la demande contribue à désenclaver la commune rurale de Dronten.

Brevets internationaux

Pour les aider à introduire leurs produits sur les marchés étrangers, l'objectif n° 1 soutient un institut qui accompagne les entreprises du Flevoland dans leurs demandes internationales de brevet.

Ferme-home pour handicapés

Ce projet Leader+ dans la commune de Zeewolde permet à des handicapés mentaux de résider et de travailler dans

une ferme spécifiquement adaptée à leurs besoins.

Réseau de producteurs biologiques

Grâce à ce projet Leader+, plusieurs cultivateurs et éleveurs biologiques du Flevoland se sont regroupés et ont mis en place un dispositif commun de gestion de leur exploitation.

Recyclage des déchets

À partir d'une technologie novatrice, déchets ménagers et rebuts de plastique transparent (PET) sont transformés en un matériau de haute qualité permettant notamment de fabriquer de nouvelles bouteilles en plastique.

«Geomatics Valley» dans le Flevoland

Une contribution européenne de 304 000 euros couplée à d'autres subventions publiques ont permis au parc scientifique et commercial «Geomaticapark» de se doter d'un centre de documentation international dans le domaine de l'observation et des sciences de la Terre.

Situé à Marknesse sur le Noordoostpolder, entre le Nationaal Lucht en Ruimtevaart Laboratorium (NLR) (laboratoire aérospatial national) et le Waterloopkundig Laboratorium (laboratoire hydraulique), le Geomaticapark héberge dix entreprises actives dans les domaines de l'aménagement du territoire et de la gestion de l'environnement sous l'angle de la géomatique. Leur activité va de la recherche à l'offre de produits et services commerciaux: télédétection, traitement de données, etc.

Disposant de toutes les ressources et savoir-faire du NLR, le Geomaticapark peut être considéré comme une «Silicon Valley» de l'observation géographique et des sciences de la Terre: la présence sur un même site d'entreprises aux spécialités complémentaires, renforcée par différents programmes d'appui et projets communs, permet en effet d'optimiser les synergies d'où émergent de nouvelles fonctions et activités.

L'octroi d'une aide européenne de 304 000 euros à la fondation «Geomatics Business Park», qui gère le site, permet désormais d'entreprendre un véritable travail en réseau, puisqu'elle dote ce véritable «district de la géomatique» d'un centre de documentation international qui est aussi un lieu de rencontres, d'échanges et de collecte de données, autant d'éléments propices au développement de nouveaux services et produits



technologiques dans le secteur des géosciences.

En procédant en septembre 2002 à l'ouverture officielle du centre, le ministre des affaires économiques consacre l'importance du Geomaticapark pour les Pays-Bas et pour l'Europe.

Contact

http://www.geomaticapark.nl/engels/index_uk.html

Angleterre (Royaume-Uni)

Les agences de développement régional

L'instauration des agences de développement régional (*Regional Development Agencies*) traduit la volonté du gouvernement britannique de mieux prendre en compte la diversité géographique, économique et sociale de l'Angleterre, en confiant la mise en œuvre des politiques régionales à un niveau plus proche du terrain et selon des approches qui encouragent et facilitent la participation des groupes d'intérêt locaux et la constitution de partenariats.

Les agences de développement régional (RDA) ont été créées dans huit régions anglaises le 1^{er} avril 1999. Une neuvième agence a été mise en place à Londres, le 3 juillet 2000, à la suite de l'instauration de l'autorité du Grand-Londres (Greater London Authority — GLA).

La cohésion et la réduction des disparités dans et entre les régions anglaises sont la raison d'être des RDA, qui ont pour mission de coordonner le développement et la revitalisation économique, tout en facilitant l'amélioration de la compétitivité régionale.

Les objectifs suivants sont inscrits dans les statuts des agences:

- accompagner le développement et la régénération économiques;
- promouvoir les investissements ainsi que l'efficacité et la compétitivité des entreprises;
- favoriser l'emploi;
- développer les compétences professionnelles;
- contribuer au développement durable.

Les agences ont pour missions spécifiques:

- d'élaborer une stratégie de développement régional;
- d'œuvrer à la revitalisation régionale;
- de mettre en œuvre les politiques économiques nationales au niveau régional;
- d'attirer les investisseurs;
- de développer un plan d'action (*Skills Action Plan*) assurant l'adéquation entre les offres de formation et les besoins du marché du travail;
- de gérer les aides européennes.

De concert avec les ministères concernés (ministère de l'éducation et de l'emploi, ministère du commerce et de l'industrie), le gouvernement britannique a décidé d'accroître sensiblement l'autonomie des agences en leur confiant une enveloppe budgétaire globale dès l'année financière 2002-2003. Cela permet aux RDA de mieux réaliser leurs priorités régionales spécifiques, en particulier lorsque celles-ci sont insuffisamment prises en compte par les programmes existants.



Députés japonais en visite au Tamar Science Park (nord-ouest de l'Angleterre). Les agences de développement régional cherchent à attirer les investisseurs étrangers.

Optimiser l'impact des aides européennes: l'exemple de la South West Regional Development Agency

L'agence de développement régional du sud-ouest de l'Angleterre travaille avec un large éventail d'organisations locales et régionales, développant et animant des partenariats stratégiques dans le cadre des différents programmes européens dont elle assure la coordination. Il s'agit de s'assurer que les politiques et les aides communautaires profitent à toute la région et que celle-ci bénéficie d'une image et d'une identité fortes dans l'Union européenne.

L'un des objectifs clés de la RDA est d'améliorer la compétitivité des entreprises régionales et de maximiser l'impact des financements européens à cet effet, ce qui se traduit par des projets d'infrastructure créateurs d'emplois et par des actions de formation débouchant sur une élévation des compétences régionales disponibles. L'agence traite également d'enjeux importants pour les entreprises tels que le développement du commerce électronique, la législation communautaire en matière de travail ou toutes les questions liées à l'euro.

La RDA du Sud-Ouest travaille également en étroite collaboration avec des partenaires locaux et régionaux pour mener à bien la mise en œuvre des programmes de revitalisation de façon que ceux-ci profitent aux zones qui en ont le plus besoin. L'agence est ainsi très active en termes d'information et de conseil pour tout ce qui touche les programmes communautaires des objectifs n° 1, 2 et 3 ⁽¹⁾. South West RDA est représentée dans toutes les instances (comité de suivi, groupes de travail, etc.) de ces différents instruments. Elle préside également l'«Equal Opportunity Group», qui vise à faciliter l'intégration de l'égalité des chances dans les politiques publiques.

Parmi les autres secteurs d'activité de l'agence, on peut citer la mise en œuvre d'une stratégie régionale d'innovation visant à développer de façon cohérente les technologies de l'information sur le territoire. L'agence appuie également une vaste gamme d'initiatives européennes dans le domaine de l'amélioration des compétences, des plus basiques aux plus pointues. Sont ainsi subventionnées les formations professionnelles dispensées par l'Observatoire régional du South West ainsi que d'autres projets innovants conduits dans le cadre d'un fonds de développement des compétences.

⁽¹⁾ Au cours de la période 2000-2006, la région South West of England bénéficie des trois objectifs des Fonds structurels:

- l'objectif n° 1 couvre la Cornouaille et les îles Scilly, à l'extrême ouest de l'Angleterre;
- l'objectif n° 2 concerne Plymouth, North Devon, South Hams, Torquay, Torridge, West Devon, West Somerset et des parties de Bristol;
- l'objectif n° 3 concerne l'ensemble de la région à l'exception de la Cornouaille et des îles Scilly.



La «Maison du son», projet conduit par un centre artistique de Plymouth, est soutenu par la RDA du Sud-Ouest.

En ouvrant récemment un bureau de représentation à Bruxelles, South West of England entend renforcer son image interne et externe et s'affirmer comme une région qui compte sur la scène européenne.

Contact

South West of England Regional Development Agency
Sterling House, Dix's Field, Exter
Devon EX1 1QA
United Kingdom
Tél. (44-1392) 21 47 47
Fax (44-1392) 21 48 48
E-mail: enquiries@southwestrda.org.uk
Internet: www.southwestrda.org.uk



Netwin: une méthodologie pour les réseaux locaux d'entreprises

Conduit dans six régions européennes, le projet Netwin a suivi durant trois ans vingt-quatre réseaux d'entreprises, de dimensions ou d'objectifs très variés. L'analyse de ces expériences a permis d'établir une gamme d'outils et de méthodes utilisables dans une grande variété de contextes géographiques ou économiques.



Les partenaires Netwin visitant l'entreprise irlandaise Waldoan Food Limited qui, avec dix autres PME agroalimentaires, a constitué le réseau local «Roscommon Food Network».

La construction de réseaux de partenariat entre des entreprises d'un même territoire permet de partager des tâches et des fonctions, de construire une image commune, de multiplier les occasions de rencontre et d'échanges d'information, de structurer une filière de production.

Un budget de 3,3 millions d'euros, dont 70,6 % pris en charge par l'Union européenne dans le cadre du programme interrégional pilote Recite II, a permis à six centres européens d'entreprise et d'innovation de mettre au point une méthodologie de mise en réseau d'entreprises.

De l'expérience locale aux outils méthodologiques

L'objectif des partenaires du projet Netwin était de mettre à la disposition des acteurs du développement local et

des opérateurs de terrain (entrepreneurs, responsables territoriaux, etc.) des procédures et des outils pouvant augmenter l'efficacité des actions de mise en réseau.

Résolument empirique, l'approche choisie a consisté à suivre vingt-quatre réseaux locaux et à confronter les expériences des partenaires interrégionaux en matière de création ou de développement de réseaux d'entreprises. Plus de trente organisations ont été associées aux travaux, auxquels a contribué une équipe de quinze personnes, dont deux coordinateurs, répartie entre les six régions partenaires. Plusieurs experts européens spécialisés ont également participé à la démarche.

Tous les trois mois, une réunion des partenaires principaux avait lieu pour assurer le suivi du projet et travailler

sur l'un ou l'autre des outils en cours d'élaboration. Tous les six mois, des séminaires résidentiels de quatre jours rassemblaient partenaires et représentants des réseaux suivis, afin de mettre au point les différents outils. En plus des échanges téléphoniques et des courriers électroniques, un réseau extranet permettait d'assurer au quotidien la continuité des échanges entre les différents intervenants.

Guide méthodologique

À partir de leur expérience de terrain, les partenaires du projet ont construit un guide méthodologique (sous forme de classeur et de CD-ROM) comprenant:

- un cadre de référence méthodologique comprenant un jeu complet d'indicateurs relatifs au territoire, aux entreprises et à leurs multiples interactions. Ces indicateurs permettent de décrire et d'analyser de manière exhaustive le fonctionnement de la plupart des réseaux locaux de PME;
- une gamme d'outils prêts à l'emploi destinés à des réseaux émergents, en croissance ou déjà bien établis:
 - outils d'identification de réseaux: des conseils et des exemples pour la réalisation d'études statistiques ou de documentaires, ainsi que des guides d'entretiens pour rencontrer des leaders d'opinions régionaux, permettent de localiser et de caractériser, dans une zone géographique donnée, les concentrations d'entreprises susceptibles de devenir un réseau,
 - outils d'audit: plusieurs outils permettent de réaliser une étude en profondeur sur l'état du

réseau et d'identifier les activités communes pouvant être développées en tenant compte des besoins des entreprises et des caractéristiques du territoire. Des guides d'entretiens sont proposés pour rencontrer des entrepreneurs et des acteurs du développement économique local. Ils sont accompagnés de fiches de synthèse facilitant l'analyse des données collectées,

- outils d'évaluation et de «re-engineering»: ils permettent de mesurer l'impact du réseau sur ses membres et sur le territoire, tout en identifiant les activités qui peuvent être développées pour renforcer la dynamique et l'efficacité du réseau. Ici aussi, des guides d'entretiens sont accompagnés de fiches de synthèse,
- outils «transversaux»: il s'agit d'une liste illustrée de facteurs clés de succès et d'un recueil d'analyses de cas montrant, dans des contextes variés, la faisabilité et l'intérêt des réseaux, ainsi que des exemples d'utilisation des outils Netwin.

La méthodologie Netwin et ses outils ont été conçus pour être employés

directement et de façon flexible: des indicateurs spécifiques peuvent y être intégrés en fonction de la situation locale et des paramètres économiques et historiques du territoire concerné. Les instruments Netwin peuvent être utilisés par les autorités locales dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre des stratégies de développement local, par des entreprises souhaitant constituer des réseaux, ou encore par des prestataires spécifiques comme des agences de développement ou des centres européens d'entreprise et d'innovation.

Un séminaire de présentation de l'outil Netwin a eu lieu à Bruxelles les 13 et 14 juin 2002 en présence de nombreux professionnels du développement local et régional. Le guide méthodologique est disponible à l'adresse figurant ci-dessous.

Contact

Netwin

Aditec Pas-de-Calais CEEI

Technoparc Futura

Rue de l'Université

F-62400 Béthune

Tél. (33) 321 63 15 15

Fax (33) 321 63 15 16

E-mail: netwin@aditec.org

Internet: <http://www.aditec.org/site/programs/netwin.htm>

Les six CEEI et régions partenaires

Aditec Pas-de-Calais CEEI: Béthune, Nord - Pas-de-Calais (France)

BIC of Attika: Athènes, Attique (Grèce)

Cpinal — Centro Promotor de Inovação e Negócios do Algarve: Olhão, Algarve (Portugal)

Innovation Centre Noribic: Londonderry, Irlande du Nord (Royaume-Uni)

Westbic & Roscommon County Council: Roscommon (Irlande)

Technopolis CSTA Novus Ortus: Valenzano (Bari), Pouilles (Italie)

Compétitivité et qualité de vie

Florilège de projets financés par les Fonds structurels dans le Benelux



Disponible en DE, FR, NL

Premier rapport d'étape sur la cohésion économique et sociale



Disponible dans les onze langues de l'Union

En ligne



www.polis-online.org

Fondé en 1989, POLIS est un réseau de soixante villes et régions européennes de seize pays différents qui coopèrent dans le secteur des transports urbains, pour rechercher ensemble des solutions permettant de conjuguer mobilité, environnement et développement durable. Véritable «portail du transport en ville» fournissant des liens avec de nombreuses organisations actives dans ce domaine, le site de POLIS est une mine d'informations pour les intervenants locaux et régionaux concernés par cette problématique.

www.carpathianfoundation.org

Le site d'une organisation très intéressante pour qui cherche à entreprendre des coopérations dans les pays candidats d'Europe orientale. Association transfrontalière, la fondation des Carpates appuie en effet techniquement et financièrement des projets de développement local au confluent de cinq pays: la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie et l'Ukraine. Le site est accessible en anglais et dans les langues officielles de chacun des pays concernés.



www.eixoatlantico.com

Le site de l'Euregio Galice (Espagne) et Norte (Portugal) est un bon exemple des possibilités que peut offrir le web à la coopération interrégionale en termes d'information tant à destination des citoyens qu'à destination des acteurs du développement régional: on y trouve la documentation institutionnelle pertinente mais aussi un agenda complet, attrayant et mis à jour des activités sociales, culturelles, sportives, etc., organisées dans le «coin nord-ouest» de la péninsule Ibérique. Le site est accessible en anglais, en espagnol, en galicien et en portugais.

Contacts

Commission européenne, direction générale de la politique régionale
Unité 01 «Information et communication»
Thierry Daman
41, avenue de Tervuren, B-1040 Bruxelles
Fax: (32-2) 296 60 03
E-mail: regio-info@cec.eu.int
http://europa.eu.int/comm/dgs/regional_policy/index_fr.htm

Commissaire Michel Barnier
<http://europa.eu.int/barnier>

Informations sur les aides régionales de l'Union européenne
http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm

ISSN 1608-3903

© Communautés européennes, 2002
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg